



En hausse

CASTORAMA ET BRICO DÉPÔT – Le groupe britannique de bricolage Kingfisher a réalisé un bénéfice net en hausse de 28 %, à 320 millions de livres (368 millions d'euros), au premier semestre de son exercice 2011-2012, grâce à ses enseignes françaises Castorama et Brico Dépôt.



En baisse

AVIS BUDGET – Le loueur de voiture américain a annoncé mercredi 14 septembre qu'il renonçait à racheter son concurrent Dollar Thrifty au regard des « conditions de marché actuelles ». Cette décision pourrait ainsi laisser la voie libre à Hertz, qui était également intéressé par la cible.

Les cours du jour (15/09/11, 09h51)

EURO	1 euro	1,3729 dollar (achat)
OR	Once d'or	1818,50 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	88,07 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,561 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,935 (à dix ans)

La crise financière

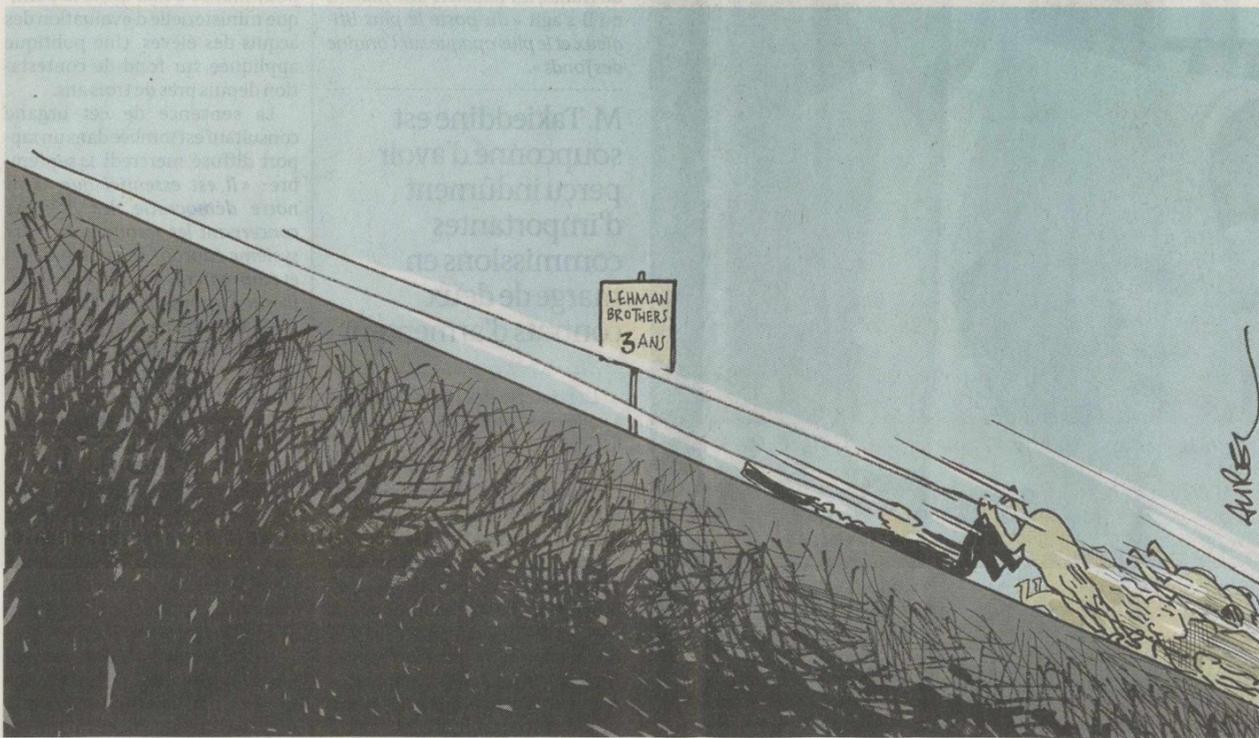
Trois ans après Lehman, la régulation encore en chantier

La faillite de la banque d'affaires, en 2008, a engendré de nouvelles normes financières. Le point sur les avancées

Trois ans après la faillite de Lehman Brothers, cette banque américaine dont la faillite – survenue le 15 septembre 2008 – a profondément déstabilisé le système financier mondial, le « paysage » économique reste dévasté : les Bourses s'effondrent, la récession menace, les marchés s'affolent. Certes, les problèmes ne sont plus tout à fait les mêmes ; ils se concentrent désormais sur l'Europe et le surendettement des Etats, mais il y a certainement un goût amer. « 90 % des règles en fonction en 2008 sont toujours en vigueur. Les choses ont très peu changé », se désole l'eurodéputé (Europe Ecologie-Les Verts) Pascal Canfin. Les remèdes pour discipliner les acteurs de la finance ont-ils été inefficaces, voire contre-productifs ? Le point sur ce qui a été fait. Ou pas.

Un système de supervision plus uni

C'est l'une des avancées de l'Europe : la crise de 2008 a fait naître une union dans la supervision des marchés, des banques et des assurances. Trois organes ont été créés le 1^{er} janvier : l'EBA pour les banques, l'ESMA pour les marchés et l'EIOPA pour les assurances. En outre, un comité – l'European Systemic Risk Board (ESRB) – a vu le jour afin d'empêcher le développement de risques dits systémiques, ces événements qui menacent de faire exploser tout le système comme la faillite d'une banque ou d'un pays. Mais pour l'heure, ces organes ont peu de pouvoir, jouant davantage le rôle de coordinateurs entre superviseurs nationaux. Quant à l'ESRB, il est resté totalement muet sur la crise actuelle.



Aux Etats-Unis, le dossier n'est pas vraiment plus avancé : la protection des épargnants a été renforcée mais la réputation de la SEC, le gendarme des marchés, reste très affectée par ses échecs passés, en particulier sur la fraude du financier Bernard Madoff.

Des agences de notation sous pression Pointées du doigt pour leur omnipotence – trois agences dominent le marché : Standard & Poor's, Moody's et Fitch – ou leur

incompétence, elles ont vu les réglementations s'empiler au fil des crises. Aux Etats-Unis comme en Europe. Aujourd'hui, elles sont soumises à une surveillance accrue des régulateurs et doivent mieux gérer les conflits d'intérêt, en évitant de noter des produits financiers tout en conseillant les clients qui les achètent. Pour autant, en dépit de deux règles européennes, une troisième en préparation, et même des poursuites judiciaires aux Etats-Unis, ce

dossier reste ouvert. Les agences sont toujours accusées d'amplifier les crises. « Peut-être s'est-on trompé de diagnostic en faisant un bouc émissaire idéal », s'interroge Nicolas Véron du centre de recherche européen Bruegel.

Des établissements bancaires destinés à devenir plus solides Le 12 septembre 2010, les autorités se sont réunies en Suisse pour obliger les banques à se renforcer, adoptant les règles Bâle 3. L'objectif :

qu'un Etat ne soit plus obligé de venir à l'aide d'un établissement. A l'avenir, les banques devront mobiliser plus de capital face aux crédits distribués. L'entrée en vigueur de ce ratio de fonds propres devait se faire peu à peu à partir de 2013. Mais sous la pression des marchés, les grandes banques se sont engagées à être prêtes dès 2013, assurant qu'elles iraient au-delà de ce qui est exigé. Et après avoir un temps tout fait pour édulcorer le contenu de ces réformes, men-

çant de renchérir le crédit, la profession, fragilisée, fait profil bas.

Des banques amenées à ne plus spéculer

A Londres, la publication, le 12 septembre, du rapport de la commission indépendante sur les banques présidée par John Vickers a eu l'effet d'une bombe. Au cœur du projet, l'isolement des activités de dépôts des établissements, d'autres plus risquées, comme la banque d'investissement. Objectif : mieux protéger les déposants. Mais ce projet ne devrait pas être en place avant 2015, voire au-delà. Aux Etats-Unis, les banques se sont vu interdire la possibilité de « jouer » sur les marchés avec leurs fonds propres suite à la loi Dodd-Frank du 21 juillet 2010. En Europe continentale, le débat s'est focalisé sur les bonus des traders, les « preneurs de risques ». Depuis le 1^{er} janvier, la directive CRD3 oblige à étaler dans le temps le paiement de ces primes, sans s'attaquer directement à leurs montants.

Des « trous noirs » de la finance voués à disparaître

La crise des subprimes a mis au jour des pans entiers du marché hors de toute surveillance. Ces crédits hypothécaires transitaient sur un marché de gré à gré. Pour combler ce manque, la loi américaine Dodd-Frank vise à rendre transparent ce marché opaque en obligeant les acteurs à enregistrer les transactions. Mais il reste à faire appliquer de nombreux décrets. En Europe, le sujet est à peine abordé : la Commission a mis sur la table, en septembre 2010, ses propositions. Avant qu'elles ne soient concrétisées, les sujets de discorde apparaissent entre Londres et l'UE sur la localisation de la boîte d'enregistrement – chambre de compensation – censée recueillir les données sur les transactions.

Des paradis fiscaux en danger

C'est le dossier le plus avancé. Pris à bras-le-corps par l'OCDE dès le G20 de novembre 2008, des listes blanche, grise et noire ont été établies pour ostraciser les pays pratiquant le secret bancaire. Pour rentrer dans le rang, ils devaient signer au moins douze accords d'échanges de données bancaires et fiscales avec des Etats. La Suisse, Singapour ou Monaco ont été montrés du doigt. Trois ans plus tard, « on a fait craquer la Suisse », se réjouit Pascal Saint-Amans, spécialiste du dossier à l'OCDE. Plus personne ne figure sur la liste noire et seuls des pays mineurs sont en zone grise. Il faut encore vérifier que les engagements pris seront respectés. Après un premier examen, le Panama, ou les Seychelles ont été... recalés. ■

Cécile de Corbière,
Claire Gatinois
et Cécile Prudhomme

La finance de l'ombre est au cœur de la crise actuelle

Analyse

Londres
Correspondant

« Le grand danger qui nous guette, ont les banquiers de l'ombre, une soupe de structures, d'entités et d'intermédiaires hors des circuits traditionnels. » Alors que les nuages de la tourmente financière des subprimes s'accumulent, en août 2007, Paul McCulley, à l'époque économiste en chef de Pimco, le premier fonds obligataire au monde, affirme que les « non banques », en raison de leur taille, alimentent les bulles et aggravent les crises.

A l'écouter, *hedge funds*, firmes de capital-investissement, banques d'affaires, agences de notation, spéculateurs sur les matières premières, chambres de compensation ou sociétés hors bilan créent un risque systémique en raison de la faiblesse de la surveillan-

ce. Le concept de « shadow banking » (finance de l'ombre) est né mais personne alors n'y prête attention. Qui peut imaginer que ces circuits parallèles joueront un rôle de premier plan en 2008 dans la crise financière tout comme aujourd'hui dans la crise de l'euro, des dettes souveraines et des banques ? Tel n'est pas le moindre paradoxe, les protagonistes du tsunami actuel appartiennent à la fois au pôle réglementé et à la sphère invisible échappant à tout contrôle dénoncée par M. McCulley.

Les agences de notation d'abord, dont le métier consiste à évaluer la solvabilité des titres de créance émis par les Etats, les entreprises ou les collectivités locales. En théorie, la finance de l'ombre ne concerne pas la « bande des trois » (Standard & Poor's, Moody's, Fitch) appréciant la probabilité qu'une émission spécifique d'obligations sera honorée. Et pourtant les conflits d'intérêts

sont intrinsèques à ce cartel. Les émetteurs paient les agences pour être notés. Ensuite, la course folle qu'elles mènent de nos jours à la dégradation des Etats les plus fragiles a mis de l'huile sur le feu en accélérant le mouvement. Les banques universelles, enfin, qui offrent toute la palette des services financiers, à commencer par les activités de détail et les opérations spéculatives de trading.

Dysfonctionnements

La dégradation par Moody's de la note de la Société générale et du Crédit agricole a souligné les dysfonctionnements de ces mastodontes « too big to fail » (trop gros pour faire faillite) et les menaces de krach qui y sont associés. A l'instar de leurs consœurs, ces banques ont fait notamment une arme financière des assurances, les fameux CDS, destinées à se protéger de l'impact de la faillite d'un pays. Certains des Etats en difficulté comme la Grèce

ou l'Italie ont eu recours à des banques d'affaires pour maquiller les comptes publics, dont on mesure aujourd'hui les conséquences pour la zone euro.

Il en est de même des *hedge funds*. Aux Etats-Unis, où sont installés 80 % de ces fonds spéculatifs, et en Asie, leur réglementation est inexistante. Si la déroute de l'euro repose sur des fondamentaux, les *hedge funds*, qui agissent en meute, ont accentué sa chute. De plus, ces entités qui investissent l'argent de leurs clients en leur garantissant des rendements plus élevés que la gestion de patrimoine traditionnelle sont toutes immatriculées dans des paradis fiscaux.

Or, comme dans le cas de la crise des subprimes de 2008, les zones off shore, véritables « trous noirs » de l'économie mondiale, représentent un facteur de déstabilisation de l'économie mondiale. Les Etats en sont grandement responsables, eux qui ont torpillé tou-

tes les tentatives du G20 à les combattre. Et pour cause, les pays européens en difficulté disposent de leurs propres paradis fiscaux, une arrière-cour qui leur permet de brouiller les pistes : l'Irlande à Dublin ; la Grèce, Chypre ; le Portugal, les Açores ; l'Espagne, Andorre ; l'Italie, Monaco et ainsi de suite. Pour leur part, les Etats-Unis (le Delaware) et le Royaume-Uni (les anglo-normandes, Caimans, Dubai)... se servent de ces centres financiers peu ou prou régulés pour alimenter Wall Street et la City en capitaux « baladeurs ».

La protection des zones off shore, les relations incestueuses entre classe politique et banquiers ainsi que la faiblesse des contre-pouvoirs (actionnaires, médias, ONG, analystes) expliquent qu'aujourd'hui le « shadow banking » opaque et spéculatif joue à armes égales avec le côté réglementé de la finance. ■

Marc Roche

Les Débats de la Présidentielle

le nouveau rendez-vous politique de France Inter tous les vendredis à 18h20

avec Matthieu Aron de France Inter, Luc Bronner du journal Le Monde et la participation de Gilles Leclerc de Public Sénat

A retrouver sur : franceinter.fr, publicsénat.fr et Dailymotion



Le Monde



Dailymotion

64a

La crise financière

Entre chaos et saut fédéral, la zone euro tâtonne pour trouver la formule miracle

Pour M. Sarkozy et M^{me} Merkel, la Grèce doit rester dans l'union monétaire

Bruxelles
Bureau européen

Un simple communiqué et aucune annonce nouvelle. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont entretenus par téléconférence, mercredi 14 septembre, avec le premier ministre grec Georges Papandréou. Objectif : mettre la pression sur la Grèce afin qu'elle tienne ses engagements dans l'espoir de plus en plus tenu d'enrayer la contagion de la crise.

Pour tenter de surmonter la cacophonie des derniers jours, les dirigeants français et allemands se sont déclarés « convaincus » que l'avenir de la Grèce se trouvait dans la zone euro. Sous pression de ses créanciers, Georges Papandréou a répété la « détermination absolue » de son gouvernement à respecter ses engagements. Une condition *sine qua non* avant le versement de la prochaine tranche d'aide (8 milliards d'euros) d'ici à début octobre.

Pour le reste, les dirigeants européens se demandent comment sortir du bourbier, sans être en mesure à ce stade de suivre les multiples conseils prodigués par leurs partenaires internationaux. Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a plaidé, mercredi, pour la mise en place d'une « union budgétaire », une idée qui fait laborieusement son chemin en Europe. Peu avant, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, avait confirmé que ses services examinaient différentes options pour créer des obligations communes (eurobonds).

Mais ce saut fédéral, très controversé en Allemagne, pourrait prendre du temps. « Cela ne peut être qu'un point d'arrivée, quand tout le monde sera d'accord pour renforcer les mécanismes de supervision budgétaire au sein de la zone euro », considère Ben Knapen, le secrétaire d'Etat néerlandais aux affaires européennes. A ce stade, ce projet ne résoudrait rien et risquerait même de creuser encore l'endettement.

Du coup, les Européens se contentent d'espérer finaliser au plus vite le second plan d'aide à la Grèce mis sur les rails lors du sommet du 21 juillet. Ce sera l'objectif principal de la réunion des ministres des finances de la zone euro, vendredi 16 septembre à Wrocław, en Pologne. Différentes questions restent en suspens, comme celle des garanties exigées par la Finlande avant toute nouvelle aide publique. Un point doit également être fait sur la participation du secteur privé au sauvetage.



Nicolas Sarkozy, Georges Papandréou et Angela Merkel, le 21 juillet à Bruxelles. STEFFEN KUGLER/AFP

Il s'agit aussi de boucler la refonte du Fonds européen de stabilité financière (FESF), pour lui permettre entre autres de racheter de la dette souveraine sur le marché secondaire (celui de la vente) ou de recapitaliser les banques les plus fragiles. Avec un objectif encore incertain : ratifier la réforme d'ici à la fin octobre dans chacune des dix-sept capitales de la zone euro, afin d'organiser dans la foulée, comme convenu en juillet, le défaut partiel de la Grèce.

« Crise systémique »

La question du renforcement de la force de frappe du FESF (140 milliards d'euros) sera également abordée. Timothy Geithner, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, l'invité surprise de la réunion, en fait une des priorités pour calmer les marchés. Mais l'Allemagne traîne les pieds avant de s'engager sur de nouvelles garanties.

Au fond, les dirigeants européens se projettent au-delà du cas de la Grèce, car l'heure est grave en

raison d'un double risque de contagion. Le premier passe par le biais d'une dégradation des conditions de financements des pays les plus fragiles. Depuis l'été, il touche en premier lieu l'Italie, en dépit de l'intervention massive de la Banque centrale européenne (BCE) pour limiter l'envolée des rendements obligataires des emprunts d'Etat italiens. Pour enrayer cette forme de contagion, les députés italiens ont approuvé mercredi, lors d'un vote de confiance, le vaste plan d'austérité qui doit permettre à la Péninsule de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013 et de réduire sa dette, au risque de plonger dans la récession.

Le second canal de contagion concerne le secteur bancaire, en fonction de son degré d'exposition aux pays en difficulté. Il menace désormais la France, surtout si la curée survenue ces dernières semaines contre les banques tricolores devait se poursuivre sur les marchés boursiers. La situation du secteur bancaire européen devrait

d'ailleurs animer les travaux des grands argentiers européens, vendredi, même si un plan de recapitalisation massive est à ce stade exclu.

« Tandis que les tensions sur le marché de la dette souveraine se sont intensifiées et que les risques sur les financements bancaires ont augmenté pendant l'été, la contagion s'est propagée sur les marchés et les pays et la crise est devenue systémique », prévient un document préparé pour les grands argentiers par le Comité économique et financier, l'instance qui rassemble les directeurs du Trésor des Vingt-Sept. « Les banques européennes ont été confrontées dernièrement à des difficultés de financement, résultant entre autres de tensions sur le marché des liquidités, de "spreads" élevés sur le marché secondaire, et pour certaines, de difficultés croissantes à accéder au financement de leurs homologues américaines », précise le rapport, pour mieux appeler à la recapitalisation des banques fragilisées, notamment celles qui sont exposées aux pays en difficulté.

L'Eurogroupe devrait faire différentes recommandations aux établissements financiers afin de les inciter à mettre en réserve leurs bénéfices. Du côté français, on assure que la recapitalisation publique des enseignes malménées en Bourse n'est pas nécessaire à ce stade, mais qu'elle sera mise en œuvre au plus vite si l'urgence s'en faisait sentir.

Philippe Ricard

La Slovaquie divisée sur le renforcement du FESF

Le vote de la Slovaquie, dernier pays à ratifier en octobre les nouveaux statuts du Fonds européen de stabilité financière (FESF) lui permettant d'acheter de la dette d'Etat, risque d'être serré. Le parti néolibéral slovaque SaS, un des quatre partenaires de la coalition au pouvoir, a indiqué mercredi 14 septembre, par la voix de son dirigeant Richard Sulik qu'il

ne voterait pas pour le renforcement du FESF. « Le plan de sauvetage de l'euro tente de surmonter la crise de la dette avec de nouvelles dettes, et nous disons que cela même est une menace pour l'euro », a-t-il déclaré. Le premier ministre, Ivetta Radicova, avait admis lundi que la coalition de centre-droit au pouvoir était divisée.

Des subprimes aux dettes, la crise n'est pas près de finir

L'espoir enfin ? Sur les marchés, jeudi 15 septembre 2011, ne ressemblera pas – a priori – à ce lundi noir de 2008. Trois ans jour pour jour après le choc provoqué par la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers, la détermination affichée la veille par l'Allemagne et la France à ne pas laisser la Grèce sombrer dans la faillite, a permis aux Bourses de rebondir.

En chute de 26 % depuis le début du mois de juillet, l'indice des valeurs européennes, l'Eurostoxx 50 rebondissait dans la matinée, de 1,5 % après avoir déjà engrangé plus de 2 % la veille. A la même date en 2008, les Bourses en Europe et aux Etats-Unis avaient plongé de 3,87 %, pour l'Eurostoxx 50 et de 4,42 %, pour le Dow Jones.

Et pourtant... Depuis le début de l'été, les opérateurs ont un sentiment de « déjà-vu » : la tension est extrême et les réactions du marché épidermiques. Aujourd'hui

d'hui malgré les moments d'accalmie, personne n'anticipe une fin rapide de la crise. « Le tableau reste très noir », reconnaît ainsi Christian Parisot, économiste chez Aurel BGC.

« Aujourd'hui les risques sont un peu différents de 2008 mais la situation reste préoccupante », estime aussi René Defosse, stratège sur le marché de la dette chez Natixis. Tous les marchés, actions, dettes publiques et privées reculent, dit-il, sans offrir d'échappatoire aux investisseurs.

Hier comme aujourd'hui la solidité du secteur bancaire inquiète. Les valeurs financières restent les plus massacrées en Bourse. L'action de la Société générale a chuté de plus de 55 % depuis le début de l'année, cotant 17,77 euros le 14 septembre. Pour mémoire, l'action valait 140 euros en mai 2007.

Les subprimes, ces crédits hypothécaires américains toxiques nichés dans les bilans des banques du monde entier ne sont plus à

l'origine de ces angoisses. Mais ils ont été remplacés par un stress entourant les dettes souveraines européennes, notamment grecques et italiennes, dont sont gorgées les banques. Surendettés et en panne de croissance, ces Etats sont menacés – selon les investisseurs – de faire défaut provoquant d'énormes pertes pour les établissements. A tort ?

Maladresse des dirigeants

L'hypothèse est extrême mais la maladresse des dirigeants européens n'a pas permis d'écarter totalement ce scénario. A tel point qu'après la faillite d'un Etat et l'effondrement des banques, l'implosion de toute la zone euro n'est pas exclue.

Dans ce contexte les rumeurs, mêmes les plus folles, trouvent un écho dans les salles de marchés... comme en 2008. Et comme à cette époque, les autorités de régulation dénonçant la malveillance de spéculateurs tentent

d'enrayer la machine en interdisant les ventes à découvert sur les valeurs les plus attaquées. Cette technique permet de gagner de l'argent en pariant sur l'effondrement d'une action en Bourse. Mais hier comme aujourd'hui la riposte est inefficace.

La confiance envers les établissements européens s'érode à tel point qu'ils peinent à se financer sur le marché américain. La spirale infernale en marche en 2008 menace à nouveau : les banques en mal de liquidités, peineraient à financer l'économie, aggravant une situation déjà sombre.

Reste qu'une réponse à la crise en Europe est encore possible pour juguler ce mécanisme. Dans ce cas les bénéfices des sociétés pourraient être préservés. Pour 2011, les analystes misent encore sur une hausse des profits des entreprises du CAC 40 de 8,3 %. En 2008 ils avaient reculé de l'ordre de 40 %.

Claire Gatinois

Petites voitures : Volkswagen se cherche un succès avec la Up!

Après l'échec de la Lupo, le constructeur allemand veut concurrencer français et italiens

Francfort
Envoyée spéciale

Pour lancer sa petite voiture citadine, baptisée Up!, Volkswagen n'a pas lésiné. Improbable de la rater. A Francfort, qui accueille jusqu'au 25 septembre le Salon de l'automobile, la voilà, trônant dans le hall de l'aéroport. En ville, elle s'étale partout sur des panneaux 4 x 3. Devant la gare centrale, elle est juchée sur un échafaudage. Enfin, sur son stand, elle est entourée de six concepts car (prototype de démonstration) pour tous les goûts : de l'électrique (prévue pour 2013) à la version haut de gamme en passant par une version Buggy (une deux places sans toit).

Destinée en priorité à l'Europe mais aussi aux pays émergents, cette petite voiture de 3,54 mètres ne sera pas fabriquée en Allemagne, mais en Slovaquie et pour qu'elle soit compétitive avec ses rivales françaises ou italiennes, elle sera vendue 9 850 euros. Avec la Up!, le constructeur veut tirer un trait sur l'échec de la Lupo. Apparue en 1999, sa fabrication avait dû être arrêtée en 2005. Trop chère, trop pompeuse, elle n'avait pas rencontré de succès commercial.

L'objectif du numéro un européen de l'automobile est clair : réussir à se faire une place sur le marché des petites citadines. Face à un environnement économique incertain, à un pouvoir d'achat en berne, les clients restent friands de ces petits modèles abordables, et plus gourmands en carburant et plus respectueux de l'environnement.

En France, ce segment a représenté, au premier semestre 2011, 54 % des ventes d'automobiles, selon les chiffres du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). En Europe, les perspectives sont bonnes : la part des petites voitures est passée de 30 % en 1990 à plus de 40 % aujourd'hui, selon l'Association européenne des constructeurs (AECA). Selon les prévisions du cabinet d'analyses IHS Global Insight, les ventes pourraient progresser de 30 % à 7,6 millions d'unités d'ici 2014.

Volkswagen, qui a l'ambition de régner durablement sur l'automobile mondiale, sait impérativement qu'il doit se positionner sur ce segment dominé par l'instant par les constructeurs français PSA Peugeot Citroën (107 et C1), Renault (Twingo), italien avec Fiat (500 et Panda) ou encore japonais avec Toyota (Aygo et Yaris). « Un constructeur qui veut être présent mondialement doit proposer quel-

que chose sur ce segment », affirme Stefan Bratzel, spécialiste de l'automobile à l'université allemande FHDW, car il s'agit d'un modèle adapté à la demande des classes moyennes chinoises, indiennes ou brésiliennes à la recherche d'un premier véhicule.

Un « segment encombré »

Pour l'instant, Volkswagen prévoit d'attirer 100 000 nouveaux clients sur le marché européen avec cette nouvelle voiture. « Nous leur souhaitons bonne chance ! », a lancé Carlos Tavares, directeur général délégué de Renault, à l'occasion d'une table ronde avec des journalistes. « C'est un segment sur lequel nous disons avec confiance et sans arrogance que nous avons une certaine expertise, cela fait de nombreuses années que nous produisons, nous dessinons et nous vendons des voitures de ce segment, donc on sait ce que cela signifie de faire des petites voitures avec des prestations fondamentales à des prix très tirés. Nous avons un compétiteur de plus. Bienvenue à lui ! » Sans céder à l'inquiétude, M. Tavares a toutefois reconnu : « Il y a clairement une tendance en Europe au "downsizing" [réduction de la taille], plus nous avons une fragmentation du marché, plus c'est compliqué. »

Ferdinand Dudenhöffer, expert automobile à l'institut allemand Car est sceptique : « Les Allemands arrivent bien tard sur ce segment encombré, et vont devoir affronter la concurrence des constructeurs asiatiques et des Français qui se sont fait une spécialité des véhicules urbains. En particulier, Volkswagen n'a aucune compétence dans les voitures à bas coûts. »

Pour faire de la Up! un succès, Volkswagen mise sur les économies d'échelle qu'il pourra faire au sein du groupe : sa filiale tchèque Skoda commercialisera une petite voiture sur la plate-forme de la Up!. Sa filiale espagnole, Seat, devrait en faire de même.

En attendant, la concurrence bouge elle aussi. Toyota a présenté sa Yaris III dont il prévoit de vendre 200 000 unités par an à partir de 2012. Fiat de son côté a dévoilé sa nouvelle Panda (la troisième version) avec une capacité de production de 280 000 exemplaires. Sa commercialisation est prévue pour février 2012. Enfin, Renault a présenté sa toute nouvelle Twingo. Mais les futurs clients devront attendre jusqu'en 2014 pour l'acheter.

Nathalie Brafman

Conjoncture

Le président de la Banque mondiale estime que « le temps du désordre est terminé »

« Si l'Europe, le Japon et les Etats-Unis ne font pas aussi face à leurs responsabilités, non seulement ils s'affaibliront eux-mêmes, mais ils affaibliront aussi l'économie en général », a déclaré le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, lors d'un discours à l'université George-Washington, mercredi 14 septembre. Selon lui, les pays européens se cachent la vérité au sujet de leurs responsabilités vis-à-vis de la Grèce, le Japon s'est abstenu des réformes économiques et sociales nécessaires et la bataille politique aux Etats-Unis nuit aux efforts pour réduire un déficit budgétaire record. « Le temps du désordre est terminé », a-t-il conclu. – (AFP) ■

Les ventes de détail stagnent en août aux Etats-Unis

Selon les chiffres publiés mercredi 14 septembre par le département américain du commerce, les ventes de détail sont restées stables en août par rapport à juillet, en données corrigées des variations saisonnières, alors que les analystes estimaient qu'elles avaient progressé de 0,2 %. Sur un an, l'indice des ventes de détail affiche une hausse de 7,2 %. Le ministère a revu à la baisse la croissance des ventes de juin à 0,2 % et de juillet à 0,3 %, en glissement mensuel. – (AFP)

La banque suisse UBS durement frappée par la fraude d'un de ses traders

L'établissement a indiqué que l'escroquerie pourrait lui coûter 2 milliards de dollars

La facture risque d'être très salée. Jeudi 15 septembre dans la matinée, la banque suisse UBS a fait état de la découverte d'une fraude massive commise par un de ses traders dans sa division de banque d'investissement. Montant estimé de la perte, « due à l'opération non autorisée d'un trader », selon le communiqué sibyllin d'UBS : 2 milliards de dollars, soit un peu plus d'1,4 milliard d'euros. Un chiffre certes trois fois moindre que les 4,9 milliards d'euros perdus par la Société générale en 2008 avec l'affaire Kerviel. Mais un chiffre très élevé pour une affaire de « rogue trading », qui ne manquera pas d'affecter, si la perte de 2 milliards de dollars est confirmée, les résultats du groupe, fleuron des banques de gestion de fortune.

L'annonce de la fraude jette un trouble sur la gestion du risque dans la banque d'investissement, déjà largement impliquée dans la crise financière de 2008. Avec Lehman Brothers, Merrill Lynch et Citigroup, c'est l'une des banques qui a été la plus frappée par les subprimes, ces crédits hypothécaires « pourris » issus du marché immobilier américain.

Acculée à enregistrer des dépréciations de plusieurs milliards d'euros sur ces portefeuilles devenus toxiques, la banque avait dû faire entrer à son capital l'Etat de Singapour. Elle a ensuite été littéralement sauvée par la Confédération helvétique, qui n'a eu d'autre choix que d'intervenir pour venir en aide à son géant bancaire. Pas moins de 6 milliards de francs suisses ont été

injectés par la Confédération en octobre 2008. Le patron du groupe Marcel Ospel, qui gagnait pas moins de 15 millions d'euros par an, s'était accroché à son fauteuil avant, enfin, de céder la place, le 1^{er} avril 2008. Le nouveau président Kaspar Villiger, avait reconnu, le 14 octobre 2010, que la banque avait commis de nombreuses erreurs. « UBS voulait devenir la plus grande banque d'affaires (...). Elle avait perdu le sens de la mesure », avait-il estimé.

Plan d'économie

La fraude annoncée jeudi fera-t-elle à nouveau fuir les clients, comme ce fut le cas au plus fort de la précédente crise financière ? Entre janvier 2008 et le mois de novembre de la même année, les clients avaient retiré plus de 140 milliards de francs suisses de la banque, dont 83,6 milliards entre juillet et septembre.

Depuis le début de l'année, UBS a déjà dû faire face à un environnement économique dégradé et mauvais pour les activités de banque de financement et d'investissement. Pour s'ajuster, la banque a décidé de réduire la voilure en annonçant un vaste plan d'économie de 2 milliards de francs suisses (1,76 milliard d'euros). Conséquence : la banque a décidé de supprimer 3500 emplois. Au deuxième trimestre, elle a enregistré une chute de son bénéfice de 49%. Résultat : la banque a revu à la baisse ses ambitions en terme de bénéfices pour les années à venir. ■

Cécile de Corbière

Le point de vue des chroniqueurs de l'agence économique
Reuters Breakingviews

La zone euro ne doit pas céder au chantage de Pékin

On ne s'étonnera pas que les engagements de la Chine pour soutenir ses partenaires commerciaux endettés s'accompagnent de quelques conditions. Mais le premier ministre, Wen Jiabao, en s'adressant à la zone euro lors du Forum économique mondial le 14 septembre, s'est montré d'une brusquerie inhabituelle en précisant ce qu'il attend en retour : l'octroi par l'Europe du statut d'économie de marché à la Chine. Cela ne coûterait pas grand-chose à l'Europe – mais elle ne doit pas accepter pour autant.

Les investissements chinois doivent sembler d'autant plus attrayants que les Etats mal en point de la zone euro sont confrontés à l'éventualité d'un refus des investisseurs de financer leurs déficits. Le 13 septembre, on a eu un avant-goût de ce qui pourrait se passer quand les marchés obligataires ont exercé de fortes pressions sur l'Italie. Une simple goutte de 3 200 milliards de dollars (2 330 milliards d'euros) de réserves de change de la Chine accorderait aux pays en difficulté un suris et les aiderait à faire baisser leurs rendements obligataires.

Il serait facile de céder le statut d'économie de marché en contrepartie. Après tout, ce n'est qu'une appellation. Mais sans ce statut, les pays peuvent accuser la Chine de pratiquer le dumping, puis utiliser comme arguments les prix appliqués par d'autres pays – comme, par exemple, les prix énergétiques de l'Inde ou les coûts fonciers de la Thaïlande. Conformément à la réglementation de l'Organisation mondiale du commerce, la Chine devrait

obtenir, quoi qu'il arrive, le statut d'économie de marché en 2016, mais comme le fait remarquer Wen Jiabao, avancer cette échéance de quelques années est le genre de choses qu'on est en droit d'attendre « entre amis ».

Capital attribué par décret

Peut-être. Sauf que la Chine n'est pas une économie de marché – c'est une « économie de marché socialiste ». Le taux de change obéit plus à la politique menée par les autorités qu'aux forces du marché. Le capital est attribué par décret, et non par les prix uniquement. Certes, la Chine n'est plus l'économie dirigée qu'elle était sous le président Mao. Mais le taux comprimé de rémunération des dépôts, par exemple, ou le taux gonflé des crédits accordés aux petites entreprises montre que tout ne se résume pas purement à l'offre et à la demande.

Même si l'Europe pourrait donner à la Chine ce qu'elle veut – et elle a déjà fait une entorse à la définition de « marché » pour la Russie – ce n'est certainement pas une solution à encourager. Les dirigeants européens feraient bien mieux de commencer par mettre de l'ordre chez eux, y compris en se préparant à une défaillance de la Grèce et en incitant l'Italie à réduire son endettement. La tâche peut paraître plus ardue. Mais elle aurait l'intérêt supplémentaire de rendre superflus les ultimatum volés de la Chine. ■

John Foley

(Traduction de Isabelle Rosselin)

Sur Breakingviews.com

Plus de commentaires sur l'actualité économique et financière

Aux Etats-Unis, les écarts de revenus entre riches et pauvres ne cessent de se creuser

Le revenu moyen par foyer est à son plus bas niveau depuis quinze ans. La grande pauvreté explose

New York
Correspondant

Le revenu annuel d'un foyer moyen, en dollars constants, est désormais retombé en dessous du niveau qui était le sien il y a quinze ans aux Etats-Unis. C'est ce qui ressort du rapport intitulé « Revenus, pauvreté et couverture santé aux Etats-Unis en 2010 », publié mardi 13 septembre par le Census Bureau (l'équivalent américain de l'Insee).

De précédentes études avaient déjà montré combien l'écartail entre les gains des plus riches et ceux des plus pauvres tendait à s'accroître, et combien le recul des revenus du travail constituait une constante pour 90 % des salariés américains depuis une décennie. Ce phénomène tendanciel lourd a été notoirement aggravé par la crise des deux dernières années.

Sans tenir compte des diverses aides sociales, un couple moyen avec deux enfants a perçu l'an dernier 4120 dollars par mois pour son travail (3 000 euros au taux de change actuel), soit 7,1 % de moins

qu'en 1999, année record en termes de rémunération moyenne.

Ce recul est limité par la hausse continue de la rémunération des salariées. Une femme gagne encore en moyenne 22,6 % de moins qu'un homme. Mais le fossé entre sexes se comble peu à peu pour deux motifs : la rémunération des emplois féminins progresse constamment, dans une société qui fait la part belle aux services, et la tendance inverse pour les hommes ne se dément pas depuis trois décennies.

Quelle que soit l'année, la rémunération moyenne d'un salarié américain, en dollars constants, n'a plus jamais dépassé le niveau atteint en... 1978 ! Effet du délitement progressif de l'industrie traditionnelle, le recul du revenu salarié est d'abord celui des hommes au travail – une tendance structurelle que la crise a alourdi.

Le rapport expose d'autres éléments symptomatiques de la dégradation des conditions de vie des salariés en général, et plus lourdement des moins bien rémunérés. Le fossé séparant revenus

supérieurs et faibles continue de se creuser : alors que les 20 % des mieux payés bénéficient de 50,2 % du total des rémunérations (49,4 % en 2007), les deux cinquièmes des salariés les moins rémunérés, qui n'en percevaient déjà que 12,5 % il y a quatre ans, n'en reçoivent plus que 11,8 %.

« Phénomène Tanguy »

Parmi les données les plus remarquables, on notera encore la forte poussée du « phénomène Tanguy » : le renforcement sensible du nombre des enfants adultes vivant au foyer parental jusqu'à un âge avancé. Désormais, parmi les 25-34 ans, un actif sur sept vit toujours chez ses parents. Leur nombre global, passé en un an de 4,7 à 5,9 millions d'êtres, s'explique essentiellement par l'accroissement brutal du chômage parmi les jeunes salariés, l'un des phénomènes les plus inédits que la crise aura engendré aux Etats-Unis.

Quant à la grande pauvreté, dont le seuil a été fixé à 22 314 dollars par an pour une famille de quatre personnes, elle touche désor-

mais 46,2 millions d'Américains, soit 6,6 millions de plus qu'il y a deux ans, et surtout, plus d'un enfant sur cinq. Cette plongée dans le dénuement social atteint des proportions proprement effroyables chez deux populations ethniquement identifiées : les Noirs, d'abord, parmi lesquels le taux des mineurs vivant sous le seuil de pauvreté approche les 40 %, et les Hispaniques, chez qui plus d'un enfant sur trois est concerné. Ces deux populations constituent aussi les moins rémunérées : un Noir gagne en moyenne 35 % de moins que le salaire médian, et un Hispanique presque un quart de moins.

Enfin, les effets de la réforme santé votée sous l'administration Obama se font peu sentir. Si la proportion des Américains dénués de toute assurance-maladie a reculé (c'est encore le cas de 16,3 % d'entre eux, contre 16,7 % en 2009), leur nombre, accroissement démographique oblige, est en légère hausse. Près de 51 millions d'individus vivent sans couverture santé en Amérique. ■

Sylvain Cypel

La vie des entreprises

Luxe Jordi Constans prendra les rênes de Louis Vuitton en 2013

Jordi Constans, directeur général du pôle produit laitiers frais de Danone, succédera à Yves Carcelle à la tête de Louis Vuitton en 2013, a annoncé, mercredi 14 septembre, le leader mondial du luxe LVMH, maison mère du maroquinier. Agé de 63 ans, M. Carcelle a fait de la marque au monogramme le principal centre de profits (plus de 50 % du résultat opérationnel) de LVMH.

Energie BP et Transocean mis en cause dans la marée noire

L'enquête fédérale américaine sur la marée noire dans le golfe du Mexique en 2010 conclut à la responsabilité de Transocean, propriétaire de la plate-forme pétrolière ayant explosé, et de BP, son exploitant. Dans un rapport présenté mercredi 14 septembre, les enquêteurs accusent BP d'avoir

Luxe Les héritiers Hermès peuvent créer un holding sans lancer d'OPA

Dans le conflit opposant Hermès à LVMH, la cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 15 septembre, la dérogation d'offre publique d'achat (OPA) donnée le 6 janvier par l'Autorité des marchés financiers (AMF) à la famille Hermès pour constituer un holding familial non coté qui détiendra 50,2 % du capital. Cette autorisation de l'AMF avait fait l'objet d'un recours, non pas de LVMH, mais de l'Association des actionnaires minoritaires (ADAM), qui estimait que les petits actionnaires d'Hermès auraient été lésés si l'OPA n'était pas lancée. La constitution de ce holding d'ici la fin de l'année vise à créer une parade face aux ambitions de LVMH, qui avait provoqué la stupeur en dévoilant en octobre 2010 qu'il détenait 17 % du capital du sellier. Depuis, il est monté à 21,4 %. M^e Alain Géniteau, avocat de l'ADAM, envisage un pourvoi en cassation. ■ Nicole Vulser

pris des décisions qui ont accru les risques sur la plate-forme et Transocean d'avoir mal interprété les résultats d'un test réalisé avant son explosion, le 20 avril 2010.

Internet Facebook retarde son entrée en Bourse

Le site communautaire sur Internet Facebook souhaite attendre

au moins un an pour entrer en Bourse – cette opération était censée avoir lieu au printemps 2012 –, a indiqué jeudi 15 septembre le *Financial Times*. Le PDG et cofondateur du site Mark Zuckerberg « veut attendre jusqu'à septembre prochain ou plus tard afin que les salariés se concentrent sur le développement du produit plutôt que

sur une manne financière », a indiqué le quotidien britannique des affaires, citant des proches de la société. Sur la base du prix auquel le fonds d'investissement GSV est entré dans son capital en juin, sa valorisation atteindrait environ 70 milliards de dollars (50,8 milliards d'euros).

Nucléaire Areva se veut rassurant après Fukushima

Le président du directoire du groupe nucléaire Areva, Luc Oursel, a déclaré, jeudi 15 septembre, dans les *Echos* qu'« il n'y a pas eu de coup d'arrêt » de la production mondiale après la catastrophe japonaise. La fermeture des réacteurs anciens en Allemagne est une « décision émotionnelle » et un cas « isolé ». Le patron d'Areva concède une révision à la baisse de 30 % des prévisions de croissance à l'horizon 2030 mais « il restera toujours une croissance du marché de l'ordre de 50 % », assure-t-il.

Marchés

VALEURS DU CAC40

Jeudi 15 septembre 9h45

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN
ACCOR	22,95	22,35	2,68	31,08	36,20	20,24	0,62 T	FR0000120404
AIR LIQUIDE	88,45	87,21	1,42	6,54	100,65	80,90	2,35 T	FR0000120073
ALCATEL-LUCENT	2,36	2,29	2,92	8,17	4,47	2,11	0,16 T	FR0000130007
ALSTOM	27,06	26,70	1,35	-24,43	45,32	25,03	0,62 T	FR0010220475
ARCELOMITTAL	13,32	12,88	3,38	-50,60	28,55	12,06	0,16 A	LU0323134006
AXA	9,45	9,30	1,62	-24,12	16,16	8,05	0,69 T	FR0000120628
BNP PARIBAS ACT.A	26,79	26,90	-0,43	43,74	59,93	23,05	2,10 T	FR0000131104
BOUYGUES	25,11	24,73	1,54	-22,15	35,05	20,88	1,60 T	FR0000120503
CAP GEMINI	25,05	24,51	2,22	-28,27	43,38	22,55	1,00 T	FR0000125338
CARREFOUR	16,07	15,89	1,16	40,35	31,98	14,65	1,08 T	FR0000120172
CREDIT AGRICOLE	5,22	5,22	0,08	-45,08	12,92	4,59	0,45 T	FR0000045072
DANONE	44,29	44,10	0,42	-5,81	53,16	42,08	1,30 T	FR0000120644
EADS	22,05	21,75	1,40	26,43	25,39	17,55	0,19 T	NL0000235190
EDF	20,49	19,98	2,53	33,25	32,75	17,89	0,58 S	FR0010242511
ESSILOR INTL	54,70	54,64	0,11	13,54	57,72	46,60	0,83 T	FR0000121667
FRANCE TELECOM	12,04	11,80	1,99	-22,80	16,65	11,26	0,60 A	FR0000133308
GDF SUEZ	20,66	20,30	1,72	23,07	30,05	18,32	0,67 S	FR0010208488
LAFARGE	25,41	25,20	0,85	-45,83	48,76	22,90	1,00 T	FR0000120537
L'OREAL	73,40	72,65	1,03	-11,65	91,24	69,86	1,80 T	FR0000120321
LVMH MOET HEN.	113,45	111,80	1,48	7,84	132,65	97,67	1,40 S	FR0000121014
MICHELIN	47,49	46,49	2,15	-11,56	68,54	42,00	2,18 T	FR0000121261
NATIXIS	2,33	2,33	0,09	33,34	4,39	2,10	0,23 T	FR0000120685
PERNOD RICARD	59,45	59,43	0,03	15,51	72,78	56,09	0,67 A	FR0000120693
PEUGEOT	17,81	17,57	1,37	-37,31	33,60	15,96	1,10 T	FR0000121501
PPR	108,90	106,90	1,87	8,49	132,20	98,30	3,50 T	FR0000121485
PUBLICIS GROUPE	30,90	30,50	1,33	20,77	41,84	29,10	0,70 T	FR0000130577
RENAULT	26,25	25,72	2,04	39,67	50,53	23,04	0,30 T	FR0000131906
SAINT-GOBAIN	30,25	29,59	2,23	21,43	47,64	27,61	1,15 T	FR0000125007
SANOFI	47,86	47,34	1,11	0,02	56,82	42,85	2,50 T	FR0000120578
SCHNEIDER ELECTRIC	42,48	41,75	1,74	24,15	61,83	37,42	3,20 T	FR0000121972
SOCIETE GENERALE	17,12	17,39	-1,52	57,43	52,70	14,31	1,75 T	FR0000130809
STMICROELECTR.	4,86	4,80	1,21	-37,23	9,73	3,96	0,09 A	NL0000226223
SUEZ ENV.	11,06	10,88	1,70	-28,41	15,99	10,38	0,65 T	FR0010613471
TECHNIP	68,40	67,38	1,51	-1,01	78,14	53,63	1,45 T	FR0000131708
TOTAL	33,11	32,69	1,28	-16,49	44,55	30,34	1,14 S	FR0000120271
UNIBAIL-RODAMCO	135,35	133,50	1,39	-8,55	162,95	124,50	2,70 D	FR0000124711
VALLOUREC	58,05	57,46	1,03	26,15	89,58	53,20	1,30 T	FR0000120354
VEOLIA ENVIRON.	10,79	10,54	2,47	60,64	24,30	9,38	1,21 T	FR0000124141
VINCI	32,88	32,31	1,78	-19,16	45,48	30,31	1,15 S	FR0000125486
VIVENDI	15,62	15,69	-0,45	-22,67	22,07	14,10	1,40 T	FR0000127771

▲ valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD) ● valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2011 n/d : valeur non disponible. A : acompte. S : solide. T : totalité.

Retrouvez l'ensemble des cotations sur notre site Internet : <http://finance.lemonde.fr>

LES BOURSES DANS LE MONDE 15/9, 9h51

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2011	Mini 2011	PER			
FRANCE	CAC 40	3000,82	15/9	1,75	4169,87	16/2	2769,97	13/9	8,40
ALLEMAGNE	DAX Index	5450,99	15/9	2,07	7600,41	2/5	4965,80	12/9	8,40
ROYAUME UNI	FTSE 100 Index	5303,41	15/9	1,46	6105,77	2/2	4791,01	9/8	8,30
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	11246,73	15/9	1,27	12876,00	2/5	10604,07	9/8	10,80
	Nasdaq composite	2572,55	15/9	1,60	2887,75	2/5	2331,65	9/8	15,40
JAPON	Nikkei 225	8668,86	15/9	1,76	10891,60	17/2	8227,63	15/3	12,70

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : FactSet JCF Estimates : données : la Cote Bleue. n/d : valeur non disponible.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 15/9 à 9h

Valeur	Cours en euros	date valeur
CM-CIC EUROPE	19,51	13/9

Fonds communs de placements

CM-CIC EURO ACTS C	14,62	13/9
CM-CIC SELECT PEA	6,34	13/9
CM-CIC MID EUROPE	17,86	13/9
CM-CIC TEMPERE C	164,42	13/9
CM-CIC DYN EUROPE	28,54	13/9
CM-CIC FRANCE C	25,51	13/9
CM-CIC EQUILIBRE C	66,22	13/9
CM-CIC DYNAM INTLE	24,57	13/9
CM-CIC OBLIC T D	133,79	14/9
CM-CIC MID FRANCE	29,55	13/9

Le Monde
Du lundi au vendredi
9 h 30 à 18 h
Samedi 10 h à 14 h

80, boulevard Auguste-Blanqui - 75013 Paris
01 57 28 29 85 - <http://boutique.lemonde.fr/>

L'odyssée de Papandréou

Après dix-huit mois d'une crise sans précédent, le premier ministre grec n'a plus aucune marge de manœuvre. Il est pris entre la colère et la lassitude de ses concitoyens, qui ne veulent plus de nouvelles réformes, et l'Union européenne qui l'exhorte à tenir ses engagements

Alain Salles

Georges Papandréou avait promis aux Grecs une nouvelle Odyssée. Ils avaient alors compris que ce serait un long voyage, semé d'embûches, mais le premier ministre avait rassuré : « Nous connaissons le chemin d'Ithaque. » C'était le 23 avril 2010, il s'exprimait devant les caméras de télévision à l'extrémité orientale de l'Europe, sur l'île de Kastelorizo, en appelant à l'aide ses partenaires européens. « Nous atteindrons notre destination sains et saufs, plus assurés, plus justes et plus fiers », avait-il ajouté à l'attention de ses concitoyens.

Un an et demi tard – qui a paru une éternité en Grèce –, jamais Ithaque n'a semblé aussi loin. Le premier ministre évoquait alors « un bateau en train de couler ». L'Europe a prêté 110 milliards d'euros pour colmater les brèches. Le navire grec est encore en train de sombrer. Et gouvernail et boussole semblent cassés. Le nouveau renflouement de 160 milliards décidé le 21 juillet est menacé par les nouvelles hésitations et incertitudes européennes. Et par les inquiétudes sur la capacité du gouvernement à mener à bien ses réformes.

Les Européens, particulièrement les Allemands, ont toujours alterné bâton et carotte à l'égard de la Grèce. Mais ils perdent patience. Les scénarios d'une faillite grecque ou d'une sortie de la zone euro sont désormais évoqués ouvertement. Début septembre, le départ précipité de la « troïka » – les représentants de la Commission européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne – a fait l'effet d'une douche glacée en Europe. Les nombreuses réactions d'inquiétude ont montré que le regard souvent compréhensif porté sur le gouvernement grec avait bien changé : on doute désormais d'un premier ministre qui ne tient pas ses objectifs et ne réalise pas ses promesses. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy l'ont clairement fait comprendre à Georges Papandréou, lors d'une téléconférence, mercredi 14 septembre. Il n'a plus droit aux erreurs et aux tergiversations.

Le navire grec est encore en train de couler et peu de gens en Grèce et en Europe pensent que le premier ministre connaît encore le chemin d'Ithaque. De Kastelorizo, la route est presque la même que celle qui va de Troie à l'île d'Ulysse. Tous les écoliers savent qu'elle est parsemée de dangers et qu'elle se termine mal pour l'équipage d'Ulysse. Pas de Circé, de Cyclope ou de Calypso aujourd'hui, mais des maux bien plus ordinaires qui frap-



Longtemps Georges Papandréou a donné l'image d'un dirigeant qui fait face, mais il évite désormais les bains de foule trop agités. VIORGOS KARAHALIS / REUTERS

pent la Grèce de plein fouet : récession, chômage, endettement. Les rumeurs des marchés financiers ressemblent parfois aux cris des Sirènes. Et si troïka rime avec Nausicaa – la jeune fille qui prend soin d'Ulysse après un naufrage –, pour une partie des Grecs cette délégation représente plutôt un Cerbère à trois têtes, gardien de l'enfer économique dans lequel ils s'enfoncent.

Longtemps M. Papandréou a donné l'image d'un dirigeant qui fait face et parle vrai. Il a imposé des sacrifices à son pays, sous l'étroite vigilance de la troïka. Il a réduit de moitié le déficit de son pays en quelques mois, en coupant dans les salaires et les retraites et en réduisant quelque peu le train de vie de l'Etat. Il a longtemps bénéficié de son aisance internationale pour peser dans les négociations : sa mère était américaine, il a vécu aux Etats-Unis et en Suède.

« Rien ne nous est pardonné, même pas un écart de 1 euro »

Georges Papandréou

Ce fils et petit-fils de premiers ministres grecs s'est imposé sur la scène politique en tant que ministre des affaires étrangères et président de l'Internationale socialiste, où il a noué des contacts utiles avec l'ancien directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Il multipliait les kilomètres pour plaider la cause de son pays, au point d'être critiqué à Athènes pour ses voyages trop fréquents. Lors de ses déplacements, il est désormais obligé de donner des gages pour montrer qu'il mène à bien les réformes.

Sur le plan intérieur, la situation est pire. Il a certes réussi à gagner les récentes élections régionales, alors que la purge économique avait déjà commencé. Mais

les résultats attendus ne sont pas au rendez-vous et la confiance a disparu. La récession sera pire qu'en 2010. Le chômage touche 16% de la population en âge de travailler. Les recettes fiscales ne rentrent pas. La lutte contre la fraude est un échec. « Il a perdu son capital au niveau international, comme au niveau national », tranche le politologue Elias Nikolakopoulos.

Faute d'avoir pu créer un gouvernement d'union nationale – devant le refus obstiné du parti d'opposition, Nouvelle Démocratie –, M. Papandréou a procédé en juin à un remaniement qui a mis en avant son ancien rival au sein du Pasok, Evangelos Venizélos, devenu ministre des finances et vice premier ministre. C'est ce poids lourd du Pasok qui, désormais, annonce les mauvaises nouvelles : augmentation des impôts, chômage technique des salariés du secteur public, etc. Mais c'est M. Papandréou qui continue à prendre les coups. Il a été chahuté par les Jeunes socialistes, opposés à la réforme de l'Université, le 3 septembre. Le 10, il s'est abstenu d'inaugurer la Foire de Salonique, dans le Nord du pays, pour éviter un bain de foule trop agité, alors que 20 000 manifestants – et 7 000 policiers – étaient annoncés.

« Le manque d'efficacité du gouvernement est mal perçu par l'opinion publique », explique l'analyste politique Georges Sefertzis. Il est en train de perdre la bataille psychologique. Jusque-là il y avait une majorité silencieuse qui acceptait les sacrifices et qui attendait avec patience. Mais la situation s'est aggravée. Il n'y a plus d'espoir.

Le gouvernement est pris entre la colère et la lassitude des Grecs qui ne veulent plus de nouvelles réformes, et les exigences européennes qui l'exhortent à tenir ses engagements. Mais M. Papandréou n'a aucune marge de manœuvre. Ses tentatives de desserrer l'étau de la rigueur pour cause de récession trop importante se sont heurtées à un « niet » de la troïka.

« Rien ne nous est pardonné, même pas un écart de 1 euro », a reconnu le premier ministre, dimanche 11 septembre lors d'une conférence de presse à Salonique.

Il vient de multiplier les annonces pour assurer ses partenaires européens que les réformes vont avancer, mais ceux-ci veulent des actes concrets. « Notre crise n'est pas une crise de liquidités, c'est une crise structurelle. Il faut du temps pour faire ces réformes », plaide la députée Pasok Elena Panaritis. Il a fallu onze ans à Margaret Thatcher pour mener à bien ses réformes dans un pays qui avait des problèmes structurels moins importants. Notre programme a été mis en place il y a seulement quatorze mois !

Les bailleurs de fonds de la Grèce ont perdu toute patience et les milieux économiques doutent de la réelle volonté de mener à bien des privatisations qui heurtent la base électorale du Pasok. « Nous allons réaliser ces privatisations, mais chacune d'elles nécessite que l'on supprime des barrières administratives. Le gouvernement se heurte aux rigidités structurelles. Ce n'est pas de la mauvaise volonté de sa part. On avance », assure cette économiste gréco-américaine revenue au pays pour aider le gouvernement.

La Grèce ne le fera pas toute seule. Deux représentants européens siègent à la commission de privatisation. L'Europe va encore accroître sa présence à Athènes. Une « task force » vient d'être installée pour suivre des projets de développements cofinancés par Bruxelles. L'objectif est d'éviter les mésaventures des fonds européens où l'argent se perdait dans de nombreux intermédiaires, privés ou publics, avant d'arriver à sa destination finale.

L'accord européen du 21 juillet – s'il est confirmé – prévoit une extension de la durée des prêts accordés à la Grèce de quinze à trente ans, et donc du droit de regard des créanciers sur le pays. Plusieurs fois au cours de l'histoire, la Grèce a été mise sous

tutelle par ses partenaires européens.

Georges Papandréou l'a accepté. Mais à condition que l'Europe joue le jeu. A Salonique, cet homme affable s'est presque énervé devant les tergiversations européennes : « Nous n'allons pas laisser la Grèce devenir la victime expiatoire pour les problèmes institutionnels, de populisme politique ou les autres problèmes qui existent en Europe. » En juillet déjà, il avait écrit au président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, pour fustiger « la cacophonie » qui régnait en Europe et qui est repartie de plus belle depuis le début du mois de septembre.

Ces tensions européennes laissent des traces, alors que toute la politique de la Grèce depuis la fin de la dictature, en 1974, est tournée vers l'Europe, tout comme les aspirations de la population. « L'aggravation de la récession fait naître un doute sur l'efficacité du gouvernement, bien sûr, mais aussi sur la pertinence des recettes mises en place par la troïka », explique Georges Sefertzis. Il y a le sentiment que tous les efforts sont vains. La responsabilité vient du gouvernement mais aussi de l'Europe. On commence à voir apparaître un sentiment que la Grèce est un bouc émissaire de l'Europe, quels que soient les efforts du gouvernement et surtout des Grecs. Lors des manifestations du mouvement des « indignés » en juin, une affiche dénonçait « Merkel-Sarkozy : Nazi-Nazi ». L'illustration représentait une croix gammée formée par les étoiles du drapeau européen.

Georges Papandréou s'appête à partir aux Etats-Unis, le 17 septembre, au siège des Nations unies à New York, et à Washington, où il doit rencontrer Christine Lagarde. Il poursuit son Odyssée. Mais il n'est pas Ulysse « aux milles ruses ». Traînant le boulet de la dette grecque qui ne cesse de grossir (350 milliards d'euros), il ressemble à une autre figure mythologique : Sisyphe condamné à pousser sa pierre jusqu'au sommet d'une montagne, et à recommencer lorsqu'elle a dévalé. ■